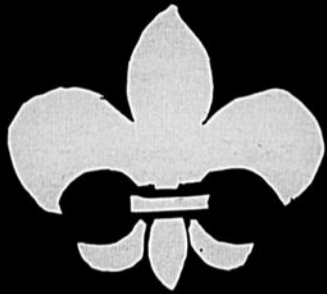


1962 - REVOLUTION TRANQUILLE



No 7 24 octobre 1973



Le ministre des Richesses Naturelles  
Paul Lévesque, 1962

"Le ministre des Richesses Naturelles explique à son fils Claude ce que sera l'avenir de la jeunesse du Québec grâce à la nationalisation de l'électricité"

Parti Libéral, 1962

# LE MAGASIN

3e étage du Centre Social

## SEMAINES SPECIALES:

du 22 - 26 octobre: MATERIELS - PHOTOS  
du 12 - 16 novembre: SKIS

## AUSSI EN VENTE

JEANS  
fabriqués au Québec  
\$8.95 au Magasin  
\$11.95 ailleurs

SURVETEMENTS  
de Gymnastique  
\$27.95 au Magasin  
\$34.95 ailleurs

## SKI

### MARQUES VENDUES:

SKIS: Dynastar  
Fischer  
Kneissl  
Rossignol  
Atomic  
Titan

De Bois: Chalet  
Imura

### AUSSI SKIS DE FOND

FIXATIONS: Salomon  
Tyrolia  
Nevada  
Gertsch  
Gey

BOTTINES: Munarie  
Koflach  
Nordica  
Tiesse  
Raichle

BATONS: Huber  
Colin  
Roney

### RAQUETTES

## MATERIEL - PHOTO

### MARQUES VENDUES:

APPAREILS ET LENTILLES: Topcon  
Minolta  
Olympus  
Fujica  
Yashica  
Kodak  
Polaroid  
Praktica

FLASH: Acme-Lite

FILTRES: Hoya

POSOMETRE: SEKONIC

Sur trente appareils classés dans le Consumer's Report annuel 1973, cinq de nos appareils sont parmi les quinze premiers et trois parmi les 7 premiers.

## SPÉCIAUX

Skis Fischer Red Master	Régulier	\$147.95
Fixations Marker St	Spécial	\$ 99.95
Bottines Red Star		
Batons Huber		
Skis Fischer Pionner	Régulier	\$217.95
Fixations Marker St	Spécial	\$134.95
Bottines Nordica Sestrière		
Batons Huber		

# Chaud, Chaud - mai '73, dans les lycées français

## "le printemps sera chaud"

Septembre 72 - juin 73. Lycée d'état Jean-Baptiste Say, 11 bis rue d'Auteuil, Paris. Voilà où j'ai passé une année scolaire, dans ce lycée de garçons aux vieux bâtiments, aux belles cours intérieures, aux classes un peu délabrées, égayées de graffitis; une école assez exotique pour un québécois fraîchement débarqué.

Tout d'abord, dans cet établissement non-mixte, on va de la sixième (8e ici) à la terminale (cégep II), l'année du bac, l'année terrible; donc pas de séparation réelle entre les groupes d'âge: un lycéen\* de 19 ans, c'est comme un gosse de 9 ans, sauf qu'on comprend, qu'on croit comprendre chez lui l'adolescence, le grand besoin qu'il a de s'exprimer, par la musique, par ses cheveux longs, par son habillement, et, enfin, par la politique... tout ça c'est du pareil au même...

La loi Debré (Debré était à cette époque le ministre de la défense) c'était une loi qui abolissait des privilèges, c'est-à-dire qui enlevait le droit aux lycéens de profiter d'un sursis avant de faire leur service militaire, pour pouvoir pour-

suivre des études à l'université. Etait-ce l'abolition d'un privilège de classe que voulait le gouvernement? Sûrement pas, car que les filles et les fils d'ouvriers soient rares dans les facultés, ça les arrange drôlement. Ce que les lycéens voulaient, c'est rétablir les sursis, c'est-à-dire pouvoir faire le service militaire à 21 ans, après ses études:

Il faut imaginer ce que ça peut être à 18, 19 ans, passer un an et demi à l'armée, à laver des planchers propres, à apprendre à tuer sans taches, à recevoir des ordres brutaux, à se dépersonnaliser, à se faire "casser". Quant on sort de là, on se cherche vite un p'tit boulot peinarde parce qu'on a eu assez d'emmerdements pendant 5 ou 6 ans; alors par la force des choses on devient un citoyen comme les autres, cassé, conformiste, abruti par le travail, par le patron, par la télé à pompon... C'est surtout contre ça que les lycéens ont dirigé leur lutte en un deuxième temps, après avoir analysé et auto-critiqué le premier temps de cette lutte, moment où la seule revendication était celle des sursis; les lycéens

dans leur lutte ont toujours eu conscience du problème de classe qui demeurait dans la question des privilèges à rétablir pour les futurs universitaires, enfants de la bourgeoisie pour la plupart. Mais la vraie lutte maintenant était celle qui pourrait ébranler les institutions bourgeoises, seul moyen pour affirmer le désir de rétablir une justice et une égalité dans l'éducation nationale; ce fut un revirement très important dans la lutte et qui nous permet de saisir les mécanismes qui régissent l'affrontement. La jeunesse étudiante s'est trouvée en première ligne; les grandes organisations aux structures rigides se sont trouvées à suivre, toutes époustouffées qu'elles étaient par l'efficacité des "jeunes", garçons barbus et filles sans soutien-gorge, spontanéistes le plus souvent. Alors le pouvoir perdant étouffa vivre la question, l'assemblée législative promit une grande souplesse dans l'application de la loi "modifiée pour le bien de tous les français".

Pour les étudiants d'ici, je crois, l'exemple français est à observer mais faites gaffé!...



UN PUR PLAISIR

...NATURELLEMENT

Delisle Yogourt Ltée  
Montréal, Québec, Ottawa, Toronto, London



# grosses nouvelles



## comme dans if?

Voici le texte intégral d'un communiqué de la Sûreté du Québec du 15 octobre dernier qui n'a pas été rapporté par aucun de nos média "d'information". Par rapport aux ruptures qui se manifestent dans l'école c'est pourtant une nouvelle fort significative. Il nous a malheureusement été impossible d'en savoir plus long sur cette affaire qui s'est produite à 150 milles au nord de Québec, près de St-Pascal de Kamouraska.

"Dans la nuit de samedi le 14-10-73, vers les 02.00 une émeute s'est déclarée au collège Notre-Dame de Sully, comté de Témiskouata. Environ 50 à 60 élèves, pensionnaires de l'institution, se seraient révoltés contre les règlements de l'école et de ce fait causèrent des dommages, en cassant des vitres et en brisant tout ce qui se trouvait sur leur passage, soit dans les dortoirs et les

salles récréatives. Environ 13 des dirigeants de cette émeute furent conduits au poste de la SQ de Rivière-Bleue pour interrogatoire et par la suite quelques-uns d'entre eux furent conduits au Centre d'accueil à Québec. Il appert que les autorités de l'institution avaient déjà eu du trouble avec ces derniers. Le caporal Boie et les membres du poste de Rivière-Bleue se sont rendus sur les lieux où le trouble se déroulait et ils calmèrent les étudiants. Par la suite ils furent assistés des membres de l'unité d'urgence de Rivière-du-Loup pour procéder à l'interrogatoire des élèves qui participèrent à cette révolte. Le calme fut rétabli durant cette même nuit. Les cours qui se donnaient à cette institution se déroulent comme prévu. Les dommages sont évalués à première vue à environ \$1,000.00" (Telbec no. 55, 15-10-73)

## 90% de travailleurs

### immigrés à McGill

Durant 4 jours les quelques 300 travailleurs manuels de l'université McGill ont défié l'administration universitaire. Le 17 octobre au matin, 260 ouvriers préposés à l'entretien des terrains et bâtiments ont levé des lignes de piquetage devant les principaux points de l'empire McGill. Pour la première fois de l'histoire de cette vénérable institution, une quasi rébellion se déclenche.

Ces travailleurs syndiqués (local 298, FTQ) sont à 90% des immigrés, et la très grande majorité d'entre eux sont des italiens, les autres étant des grecs ou des portugais. Il est facile de voir sur quel point l'administration universitaire voulait jouer. Si l'on compare cette situation avec celle qui prévaut dans les deux universités francophones (U de M et UQAM), où seulement 10% des travailleurs sont des immigrés, on peut se rendre compte facilement que McGill semble avoir, sans le dire évidemment, une politique d'emploi de main-d'oeuvre immigrante.

Il n'est pas nécessaire d'entrer ici dans l'explication de la sur-exploitation que subissent les travailleurs immigrés au Québec. Des conditions de logement vraiment inadéquates, des discriminations à tous les niveaux,



etc., et particulièrement au chapitre des salaires.

Les travailleurs de McGill au niveau des revendications ne voulaient que rejoindre leurs camarades francophones. Pourquoi l'université McGill n'a-t-elle accepté tout de suite ces réclamations? Pourquoi a-t-il fallu une grève de 4 jours? Serait-ce que l'administration universitaire croyait que parce qu'ils sont des travailleurs immigrés, ils ne peuvent avoir un salaire égal aux autres? Serait-ce que McGill serait ouvertement raciste envers ses employés, alors qu'une grande partie de sa clientèle se compose précisément de citoyens qui ne sont pas canadiens?

Les travailleurs ont bénéficié durant tout le conflit de l'appui de plusieurs groupes étudiants, de professeurs et du seul autre syndicat sur le campus, celui National Union of McGill University Employees (informatique et imprimerie). De plus un comité de soutien a été formé pour supporter la lutte des employés... et cet appui a été un apport important dans la victoire des employés.

## école fermée, à cause des périodes libres

Une direction scolaire ça ressemble toujours à une autre direction scolaire et leur particularité c'est de ne pouvoir supporter que quelque chose échappe à leur contrôle. Ce qui les choque le plus c'est quand les professeurs, les employés de soutien ou les étudiants, soit les principaux intéressés à la vie qui se mène à l'école, veulent imposer un ultimatum ou

faire comprendre leur point de vue.

Et les méthodes pour contrecarrer la contesta-



tion sont également toutes les mêmes; par exemple faire signer des papiers par les étudiants pour s'engager à ne plus faire de désordre et à s'intégrer dans la vie "normale" de l'école. Au collégial ça prend la forme d'une réinscription en cours de session qui peut être décrétée n'importe quand par le directeur général. Mais au secondaire on pensait pas avoir recours à ces mesures. La discipline et le contrôle sur les étudiants sont assez rigides pour que toute entreprise de rébellion soit envisagée comme beaucoup plus précaire.

Mais le problème s'est quand même présenté mardi le 9 octobre dernier à la Commission scolaire régionale Charlevoix; les étudiants de la polyvalente Le Plateau de la Malbaie ont organisé un boycottage des cours qui a conduit à la fermeture de l'école deux jours plus tard car la tactique des petits papiers signés conjointement par les étudiants et leurs parents n'avait rien donné. Les raisons du problème: la suppression des périodes libres faute de surveillants. Comme les profs veulent pas faire de l'over-time non rémunéré et qu'il n'y a plus d'éducateur de groupe, on supprime purement et simplement les seuls "espaces libérés" de la routine scolaire.



**que  
pensez-vous  
de  
l'enseignement  
collégial?**

Qu'est-il donc arrivé du nouveau régime pédagogique au collégial? Vous savez celui qui modifiait les genres de diplômes dispensés par les cegeps, celui qui fixait un nombre de session maximum pour compléter son cours, qui prévoyait en cas de contestation une réinscription en cours de session, qui abolissait toute autre forme d'évaluation que les examens, qui réduisait les cours de français et de philo, etc.?

A-t-il été retiré suite aux protestations conjointes des enseignants et des étudiants? Non puisque deux résolutions sont appliquées dès cette année et notamment la réinscription n'importe quand. Mais pour faire baisser la vapeur un peu, le Conseil supérieur de l'éducation est en train d'effectuer pour le compte du ministère une "enquête sur l'enseignement collégial" afin de savoir si celui-ci correspond aux objectifs de la naissance des cegeps, quels objectifs nouveaux pourraient être ajoutés, etc.

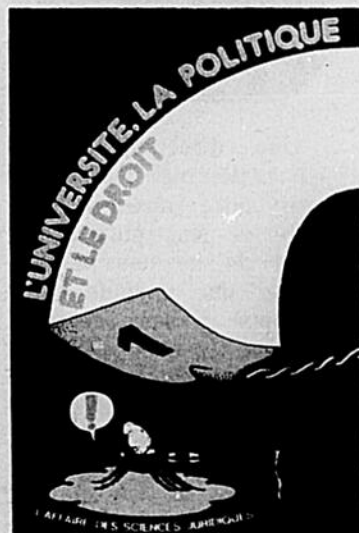
On s'inquiète donc de l'opinion de tout le monde, spécialement des professeurs et des étudiants et tout particulièrement des "têtes chaudes" parmi les contestataires. Après ça on pourra pas dire qu'on n'a pas été consulté! D'ici le 25 décembre on peut donc donner notre avis par écrit au Conseil supérieur, sur l'école qu'on voudrait avoir et de janvier à avril il y aura des rencontres dans toutes les régions pour ceux qui veulent bien discuter des suggestions possibles.

Si au moins l'an passé on avait dit que c'est pas seulement le nouveau régime pédagogique qui nous pend sur la tête mais le régime actuel qui fait problème, on serait pas pris aujourd'hui à servir la bonne conscience du ministère et/ou à négocier une école acceptable pour eux comme pour nous.



**L'université,  
la politique  
et le droit**

"L'Université, la politique et le droit", c'est le titre d'un livre publié jeudi dernier par les cinq



professeurs des sciences juridiques de l'UQAM et qui relate avec tous les détails ce qu'il est maintenant convenu d'appeler "l'affaire des sciences juridiques à l'UQAM."

Vu qu'on a déjà pas mal parlé de toute l'histoire des pressions politiques qui ont fait annuler en mai dernier les inscriptions des 70 étudiants du nouveau programme, on va juste parler des derniers potins.

Les 5 profs ont rencontré l'administration pour négocier. Pour prouver leur bonnes intentions de négocier sérieusement l'administration leur a demandé la démission de deux des membres du groupe. Trois fois déjà depuis août dernier on leur avait demandé de démissionner.

L'université a ensuite annoncé la formation d'un comité spécial "pour l'implantation du programme", formé de grosses gommages comme Fernand Morin président du comité, conseiller de Cournoyer, président du conseil consultatif de la main-d'oeuvre, président de la commission industrielle, comme le bâtonnier Moisan personnellement impliqué dans le conflit, comme Michel Robert de la fédération des jeunes libéraux etc. Etant donné sa composition le comité est une manière de tutelle politique qui remplace la tutelle administrative qui existe depuis cet été. Signalons en passant que ce comité est contraire à la loi de l'U. de Q. qui prévoit l'autonomie académique des départements.

Devant la situation précaire des cinq professeurs qui risquent d'ici le 30 novembre de se faire signifier un non-renouvellement de contrat, trois fronts de lutte se sont formés:

- des étudiants des sciences juridiques, de l'UQAM et de l'U. de M. font circuler une pétition qui a recueilli jusqu'à présent 5,400 signatures pour demander la réouverture du programme, le renouvellement des contrats des professeurs et les mêmes procédures d'admission pour les étudiants.

- Le syndicat des professeurs de l'UQAM a logé un grief contre le comité spécial et la Fédération des associations de professeurs d'université a

condamné l'attitude de l'UQAM dans cette affaire.

- Un front commun des organismes populaires, syndicaux et coopératifs s'est formé pour aller négocier avec Dorais ou tout autre autorité supérieure s'il y a lieu; le comité doit également organiser un colloque sur "l'UQAM: université populaire?" et enfin devrait élaborer d'ici peu d'autres moyens d'action.

**free english  
lessons!**

Et bien oui les entreprises pourront continuer à engager des cadres unilingues anglais et ce, grâce à un programme spécial du ministère de l'Éducation qui vient de créer un centre d'enseignement des langues au service des entreprises au coût de \$½ millions la première année.

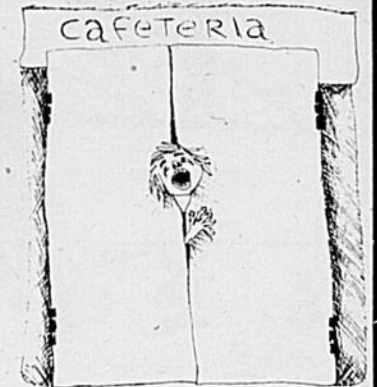
La Banque Royale, Kraft, Dominion Engineering, Northern Electric, etc., n'auront donc plus à payer de cours de langue seconde à leurs cadres unilingues comme auparavant. Le ministère leur a prévu une "succursale" à même les fonds publics qui relèvera du service d'éducation aux adultes mais qui ne sera pas accessible aux étudiants-adultes qui suivent des cours de recyclage payés par le centre de Main-d'oeuvre. C'est réservé aux entreprises qui en font la demande. Faut croire que c'est un pas de plus vers "l'intégration de l'école au milieu"...

**pour la  
contraception  
libre**

Le 11 octobre dernier, une assemblée générale des étudiants en médecine à l'U. de M. s'est prononcée majoritairement pour la libéralisation de l'avortement. L'assemblée de par ses résolutions confie à l'État le soin d'organiser les services pour un avortement libre et gratuit. Les apprentis-médecins se sont également prononcés pour la contraception libre et gra-

tuite, de même que pour la mise sur pied à l'échelle du Québec de vastes programmes d'éducation sexuelle.

**de la  
participation!**



Aussi étrange que ça puisse paraître, la porte de la cafétéria du pavillon Centre Ville de l'Uqam a changé de place. De sources généralement bien informées, on apprenait que c'était une initiative de l'escouade anti-émeute.

On ne peut qu'applaudir à une telle initiative de la part des policiers. Ils viennent assez souvent à l'université que ce n'est que normal qu'ils puissent suggérer aux instances administratives des modifications qui vont dans le sens de leur devoir de policier-étudiant. On ne pourra plus les accuser d'être constamment contre les étudiants, ils ont prouvé hors de tout doute qu'ils pouvaient, lorsqu'ils le voulaient, agir dans un sens positif.

Les mêmes informateurs nous avaient dit que les bons policiers pour fêter l'ouverture de la cafétéria, allaient procéder à des festivités. Les policiers du poste 4 devaient offrir le café le lundi. les succulents beignets, le mardi, une gracieuseté du poste 16 et enfin pour terminer l'escouade anti-émeute devait préparer des beens pour le vendredi midi. le top de la semaine.

On ne sait pas pourquoi on a manqué ça. Il ne saurait être question d'ingérence politique mais plutôt de gaspillage de fonds, des fonds publics.

Mais en fait peut-être nous ont-ils oubliés?... C'est si difficile de maintenir de grandes amitiés.

Ainsi, le 29 octobre, nous serons autorisés à nous prononcer. Sur quoi? Ben on le sait pas tellement, mais ce qui est important, c'est que nous aurons notre mot à dire. Un petit mot peut-être, mais un mot quand même, on peut pas tout demander dans ce bas monde, la liberté, ça a des limites naturelles.

Le 29, nous allons pouvoir choisir. Cyanure ou mort aux rats? Matraque bleue, rouge, verte... ou rouge et bleu?

Beaucoup vont choisir la rouge et bleu, c'est la politique du "entre deux maux, on choisit le moindre". Ca se défend mal mais c'est le comportement normal de celui qui n'a jamais eu le droit de décider quoique ce soit même (et surtout) ce qui le concerne le plus directement. Ce qui est dangereux, c'est d'y croire à c'te farce. D'y croire, à la Démocratie telle qu'elle est pratiquée actuellement. De penser que c'est vrai les beaux mensonges style "Verdict populaire", etc.

#### ILLUSIONS DE POUVOIR ET DE LIBERTE

La bourgeoisie, dans sa bonté, a donc décidé pour nous notre mode d'expression politique: le scrutin. A vrai dire, c'est un beau cadeau qu'elle nous fait parce qu'elle pourrait bien se contenter d'une dictature à la grecque ou à la chilienne. Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'elle n'hésitera pas à l'employer dès qu'elle se sentira menacée. En attendant, elle s'attend à ce que tu dises merci. Et si jamais tu affirmes, toi, que le scrutin, finalement, c'est peut-être seulement pour nous donner l'illusion d'avoir un certain pouvoir, ben, t'es un malade mental dans tête.

Malade parce que tu t'aperçois pas que tu vis dans le système le plus juste au monde. Dans un pays qui a écrit des déclarations comme ça:

a) le droit de l'individu à la vie, à la liberté, à la sécurité de la personne ainsi que la jouissance de ses biens...

b) le droit de l'individu à l'égalité devant la loi et à la protection de la loi (8-9, Elizabeth II, chap. 44, partie I, les Droits de l'Homme au Canada).

A vrai dire, ces déclarations n'ont jamais été respectées mais elles n'en signifient pas moins. La démocratie repose sur un concept très utile pour la bourgeoisie: le concept abstrait d'individu; les individus sont légalement égaux, en dépit des inégalités évidentes de notre société. C'est dire aussi que l'individu abstrait est aussi individu séparé, et que la liberté dont il jouit tout aussi abstraitement se base sur la séparation de l'homme d'avec l'homme. D'ailleurs la liberté dont il est question n'est rien d'autre que la représentation morale de la libre concurrence: chacun pour soi. Le droit principal de l'individu aliéné est donc le droit à la propriété privée et à la jouissance égocentrique de ses biens. Ce qui justifie entre autres que les capitalistes aient le droit de faire ce qu'ils veulent avec leur capital.

Le scrutin universel consacre tous les quatre ans cet individu abstrait dans l'isoloir. Je, tu, il, est considéré alors comme une entité indépendante et extérieure aux autres. Pourtant nous ne naissons pas dans la séparation; nous surgissons au milieu d'une famille, nous recevons ensuite une éducation commune et plus tard nous faisons partie d'un groupe social.

Mais c'est justement ce que tente de nier la "démocratie". Il est beaucoup plus facile de s'appuyer sur une masse d'individus artificiellement isolés que sur des pratiques collectives réelles et sur la reconnaissance des intérêts objectifs et opposés des classes sociales.

#### LA DEMOCRATIE DIRECTE

Nous avons donc tous le droit de voter. Il n'y a pas si longtemps, aux élections municipales par exemple, seuls les propriétaires avaient ce droit. Mais le vrai motif de ce scrutin était trop évident; sa démocratisation, cependant, n'a rien changé. Et pour cause, le changement n'était que formel.



## *dans le secret de l'isoloir...*

A cette forme de délégation de pouvoir complètement absurde en ce qu'elle n'est qu'un jeu qui fausse la réalité et n'a pour but que de servir la classe dominante, nous devons tenter d'opposer un type de démocratie directe.

Opposer à la démocratie bourgeoise qui repose sur l'infinie dispersion des électeurs la solidarité et l'unité réelle de nos forces. Car là justement se trouve la contradiction: on te permet de voter mais on fait tout pour empêcher de te regrouper. Nous devons refuser d'abandonner le pouvoir, de le laisser à ceux qui n'ont pas du tout les mêmes intérêts que nous, et s'unir pour opérer directement ce pouvoir et pour notre bénéfice. Tenter toutes les formes autogestionnaires, dans les écoles, dans les lieux de travail, dans les quartiers. Eliminer du même coup tous les mouvements soi-disant révolutionnaires mais qui ont un fonctionnement tout à fait autoritaire. Réduire à néant toutes les organisations bureaucratiques qui loin de nous défendre empêchent une action concrète.

Idéalement... si on se laisse à rêver... un système de démocratie directe serait celui qui se baserait réellement sur les pratiques des différents secteurs de la société. A la Commune de Paris, en 1870, qui instaura la première dictature du prolétariat et peut-être la seule véritable jusqu'à maintenant, les délégués étaient choisis par les organisations de base de travail-

leurs, d'étudiants, de ménagères, etc. et étaient révocables à tout moment. Au 20e siècle, en occident, les exemples existent, trop peu nombreux. Sur des bases locales, et temporairement, certains groupes de travailleurs ont parfois opéré un certain pouvoir.

C'est dans ce sens aussi que les grèves les plus instructives sont celles que dirigent vraiment les ouvriers, pour les usines, ou les étudiants, pour les écoles, comme celles de Firestone ou de la Canadian Steel.

#### VOTER OU PAS VOTER?... BOF

Voter, c'est tomber dans le piège. C'est se coincer un peu plus. C'est pas avec un petit bulletin vert, rose ou jaune qu'on va changer quelque chose: il a justement pour fonction de ne rien changer en nous faisant croire le contraire.

Un bulletin, c'est un maillon pour renforcer la chaîne. Le pouvoir, il est pas derrière le rideau crème ou t'attends l'urne comme une trape à souris, il est pas dans l'isoloir comme le mot le dit si bien.

Le pouvoir il est dans notre union.

On peut toujours y aller lundi, et voter "pour le moins pire". Après tout, c'est pas tellement important. Mais lundi, on peut aussi aller faire la fête dans le parc le plus proche, comme ça, pour rien. Ca peut être l'occasion de commencer quelque chose...

# Les illusions mortelles de l'électoratisme

"L'armée est le dernier recours de notre société libre", Robert GALLEY, ministre français de la défense nationale.

"Pour nous, l'armée doit répondre à des besoins d'ordre intérieur et d'urgence nationale", Jacques PARIZEAU.

"Notre mouvement est un mouvement national", général PINOCHET (CHILI).

Depuis le 11 septembre, l'armée chilienne tire sur le peuple. Face aux tanks, aux mitrailleuses et aux avions, les travailleurs ont résisté les armes à la main. Des milliers d'entre eux sont morts en combattant pour défendre leur liberté. Leur résistance héroïque a été écrasée car l'armée a employé les grands moyens pour arriver à ses fins: l'usine textile SUMAR de Santiago bombardée par l'aviation (500 morts), la ville révolutionnaire de LO HERMIDA incendiée au napalm (400 morts)... Ces travailleurs ne sont pas morts en vain, ils ont permis en retardant l'action des militaires que se mettent en place, dans la clandestinité, les futurs réseaux de résistance.

Des détachements militaires et fascistes essaient dès maintenant d'empêcher leur formation en recherchant activement les militants de longue date par les services de renseignement de l'armée. Des milliers de "suspects" sont entassés dans les stades de Santiago. Les éléments les plus "dangereux" y sont repérés, torturés ou tout simplement assassinés. La presse bourgeoise ("El Mercurio") orchestre une campagne de dénonciation des partisans de l'Unité Populaire en publiant la liste des personnes "à abattre". Les groupes fascistes de "Patrie et Liberté" effectuent des règlements de compte personnels.

Le Chili vit sous la botte et la terreur fasciste.

Comment en est-on arrivé là? Pour quelles raisons le gouvernement de l'Unité Populaire à la tête du Chili depuis 3 ans a-t-il été balayé en quelques jours? Telles sont les questions qui se posent aujourd'hui à tous ceux qui suivent avec sympathie l'expérience chilienne vers le socialisme. Quand on voit sa fin tragique et sanglante on peut se demander si les élections de septembre 1970 avaient vraiment permis à l'Unité Populaire de conquérir le pouvoir ou seulement la simple illusion du pouvoir?

**LE GRAND COMPROMIS DE SEPTEMBRE 1970, L'UNITE POPULAIRE SE PORTE GARANTE DE L'INTEGRITE DES FORCES ARMÉES:**

La stratégie de l'Unité Populaire répond en partie à ces questions. En effet pour la direction de l'U.P., le but consistait à se placer à la tête

de l'appareil d'Etat (armée, justice, administration...) sans y effectuer de profondes modifications et bien entendu sans entreprendre sa destruction en encourageant parallèlement la naissance d'un autre Etat fondé sur les classes populaires. Pour l'U.P. seule la voie électorale et le respect de la Constitution bourgeoise pouvait mener au socialisme. La mobilisation des masses populaires ne servait ainsi qu'à appuyer et donner une caution à cette politique légaliste, ni plus, ni moins.

Le 24 septembre 1970, le Parti Démocrate Chrétien (PDC) battu par l'Unité Populaire aux élections posa ses conditions à la nomination de Salvador ALLENDE au poste de Président de la République du Chili. La principale condition concernait les Forces Armées:

"Nous voulons que les Forces Armées et le corps des carabiniers continuent d'être la garantie de notre système démocratique. Ce qui implique que soient respectées les structures organiques et hiérarchiques des Forces Armées et du corps des carabiniers..."

Le 29 septembre 1970, Salvador ALLENDE répondit à ses exigences en ces termes:

"J'affirme en tant que premier mandataire que l'Unité Populaire elle-même n'aura aucun droit de regard sur la nomination du Haut Commandement, car c'est une prérogative exclusive du Président de la République et je préserverai jalousement mes attributions personnelles."

Les Forces Armées restant intactes, le PDC pouvait alors apporter sa caution au régime de l'U.P. Salvador ALLENDE tint son engagement du 29 septembre 1970 durant ses trois années de gouvernement. Il refusa d'entreprendre un travail idéologique dans l'armée, d'épurer les cadres militaires fascistes, de créer une autre force armée celle du peuple.

A quelques semaines du coup d'Etat au mois de juillet 1973, en associant les chefs de l'armée de terre, de l'aviation, de la marine et des carabiniers, au gouvernement, Salvador ALLENDE déclarait encore:

"Ce gouvernement est celui de la sécurité nationale (...) Il n'y aura pas d'armée parallèle, je préserverai la verticalité du commandement et j'avertis que le gouvernement repoussera toute tentative d'infiltration subversive au sein des Forces Armées et de la police."



## L'UNITE POPULAIRE CONTRE LE TRAVAIL ANTI-MILITARISTE DU MIR:

Salvator ALLENDE incluait dans sa dénonciation des "infiltrations subversives" aussi bien les militaires factieux trop pressés d'en finir avec l'Unité Populaire (comme le général VIAUX et les putshistes du 29 juin 1973) que les marins de la gauche révolutionnaire du MIR qui dénonçaient le complot de leurs officiers supérieurs contre le gouvernement de Salvador ALLENDE.

Paradoxalement les militants de la gauche révolutionnaire qui essayaient de saper l'unité de l'armée à la base en regroupant les loyalistes au gouvernement rencontraient l'hostilité de larges secteurs de l'Unité Populaire.

Curieusement la presse des partis de l'Unité Populaire ne cessait de souligner le caractère "progressiste" de l'ensemble des Forces Armées. Cette propagande contribuait largement à désarmer les masses populaires en voilant la véritable nature de l'ennemi.

L'auto-suggestion sur le caractère soi-disant "progressiste" des Forces Armées prenait parfois des aspects caricaturaux. En particulier lors de la fête nationale du Chili en 1971 quand le quotidien du Parti Communiste "Puro Chile!" publia en première page une photo des "bérets noirs" (officiers chiliens entraînés par les Etats-Unis à Panama) avec cette légende: "Leur aspect martial et leur étrangeté leur ont attiré les faveurs des foules."

Aujourd'hui ces mêmes "bérets noirs" font la chasse aux militants de la gauche chilienne.

L'aveuglement face au danger apparaît aujourd'hui dans tout son tragique.

La présence des "bérets noirs" au Chili montrait en effet que les liens avec l'armée américaine n'étaient pas rompus. Aussi surprenant que cela puisse paraître le gouvernement de l'Unité

Populaire laissait les cadres de son armée s'entraîner au centre anti-guérilla de Panama, permettait à sa marine d'effectuer des manoeuvres communes avec la flotte américaine du Pacifique, contribuait à moderniser l'équipement de l'armée de terre et de l'aviation avec la collaboration des Etats-Unis.

En quelque sorte le gouvernement de l'Unité Populaire perfectionnait l'arme destinée à l'abattre.

La marine, bénéficiant d'une large liberté de manoeuvre à Valparaiso, s'y était constituée un fief d'où elle a pu lancer le coup d'Etat du 11 septembre. Seul le MIR avait tenté dès le mois de juillet de s'opposer au coup d'Etat par l'intermédiaire de ses membres dans la marine. Malheureusement ceux-ci furent découverts, arrêtés et torturés par la police militaire. A ce moment là, le gouvernement de l'Unité Populaire désavoua le MIR et s'appréta même à faire arrêter son secrétaire général, Miguel Enriquez, pour "subversion".

Pendant ce temps les Forces Armées en liaison avec les "gremios associations corporatistes de médecins, camionneurs, commerçants...) et sous l'influence des Etats-Unis préparaient le coup d'Etat et cela dès le printemps.

Deux semaines après le coup d'Etat, l'amiral Arturo TRONCOSO de Valparaiso, avouait ses relations avec les "gremios" en grève a Philippe LABREVEUX, journaliste au "Monde":

"Nous avons depuis plusieurs mois déjà établi un programme de gouvernement ensemble, et c'est pourquoi nous, n'improvisons pas."

Face à l'Unité Populaire qui improvisait sa politique de compromis au jour le jour, en s'en remettant à l'habileté manoeuvrière de Salvator ALLENDE, les Forces Armées planifiaient soigneusement le renversement du régime par la force.

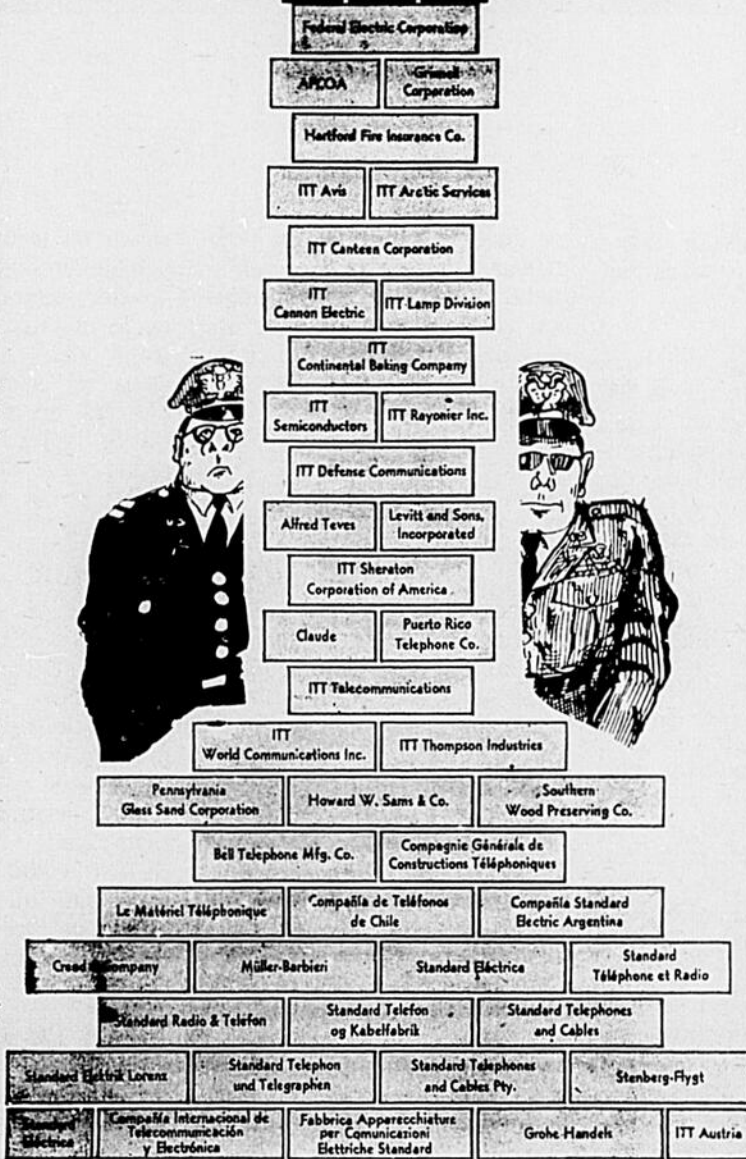
Le 11 septembre 1973, les Forces Armées sont effectivement restées unies dans leur quasi totalité non pour soutenir l'Unité Populaire, mais pour écraser le peuple. Seuls quelques secteurs où la gauche révolutionnaire était implantée restèrent "loyalistes" avant d'être réduits (école des sous-officiers et régiment BUIN). Le général PRATS, ami personnel de Salvator ALLENDE, que l'on croyait un moment à la tête d'un contre-coup d'Etat se retira en Argentine "pour ne pas porter atteinte à l'unité des Forces Armées". Il ne faisait que pousser au bout la logique politique de l'Unité Populaire.

#### LA RADICALISATION DES MASSES:

Si l'Unité refusait la perspective de l'affrontement, les masses dans les derniers mois étaient de plus en plus conscientes de la lutte à finir qui allait les opposer aux Forces Armées. C'est en effet au cours de l'été que sont apparus les commandos communaux, les groupes auto-défense dans les quartiers populaires, que les "cordons industriels" se sont étendus et structurés. Ces initiatives n'émanaient pas de tel ou tel parti politique mais des classes populaires elles mêmes qui sentaient bien l'affrontement proche et inévitable.

Les secteurs les plus militants de la gauche révolutionnaire (MIR, MAPU de GARRETON, gauche du Parti Socialiste) étaient les plus sensibles à la radicalisation des couches populaires, surtout depuis la première tentative de coup d'Etat le 29 juin. Ces groupes politiques entrèrent en rupture avec la majorité de l'Unité Populaire qui multipliait les concessions aux "gremios" aux partis de droite et aux Forces Armées et tentaient de constituer une alternative politique claire à l'U.P.

Même à ce stade de développement, les Forces Armées ne pouvaient tolérer longtemps le moindre foyer de résistance qui aurait constitué rapidement un pôle de regroupement de toutes



les forces révolutionnaires. Ses premières cibles furent les organisations autonomes que se donnaient les masses elles-mêmes. Ainsi dans les quartiers populaires les militaires font la chasse aux responsables des "cordons industriels", des groupes d'autodéfense, des JAP (comité de contrôle du ravitaillement et des prix), des organisations de "pobladores"...qui sont exécutés sur place dès leur découverte.

Les militaires chiliens mettaient ainsi en pratique les leçons reçues dans les écoles américaines de lutte anti-guérilla. Les cours du cuivre a New-York remontaient à l'annonce du coup d'Etat: Le maître était satisfait de ses élèves.

Pour les Forces Armées le temps pressait, il fallait surtout empêcher la création de milices ouvrières armées à partir des groupes d'autodéfense de quartier déjà existantes.

Pour affaiblir la résistance populaire, les Forces Armées multiplièrent les perquisitions dans les usines pour récupérer le maximum d'armes avant l'affrontement général du 11 septembre. Ces perquisitions avaient l'accord du gouvernement d'Unité Populaire, mais se heurtaient souvent à des ouvriers décidés à ne pas se laisser faire.

Par exemple à l'usine SUMAR de Santiago les ouvriers résistèrent aux militaires qui tentaient de pénétrer dans les locaux au début du mois de septembre. Alertés les ouvriers des usines environnantes se dirigèrent vers l'usine SUMAR pour encercler les militaires. Ceux-ci ne durent leur salut qu'à une fuite rapide.

Les masses savaient le coup d'Etat proche et comment y répondre. De son côté la direction de l'Unité Populaire pensait encore possible un compromis ou une négociation de la dernière chance. La coupure entre les ouvriers des cordons industriels et les habitants des quartiers populaires était grande.

Pendant les ouvriers et les paysans pauvres s'ils se faisaient de moins en moins d'illusions sur le caractère "progressiste" des Forces Armées, n'en était qu'au début de la mise sur pied d'un véritable pouvoir populaire dans les quartiers, les usines et les campagnes. Contre les Forces Armées il n'y avait au moment du coup d'Etat qu'un embryon de milice populaire armée.

#### LE ROLE DES ETATS-UNIS DANS LE COUP D'ETAT:

La prise du pouvoir par la junte militaire chilienne entrainait en effet dans la politique d'étrange subordination de l'Amérique Latine aux Etats-Unis. Au Brésil en 1964, en Bolivie en 1971, en Uruguay au printemps de cette année, les militaires inspirés par les Etats-Unis ont écrasé par les armes un mouvement populaire qui menaçait les intérêts des sociétés multinationales américaines. Ces grandes compagnies comme ITT n'ont pas hésité à financer au Chili les forces d'opposition de droite. La CIA est intervenu dans le déroulement des opérations par l'intermédiaire de ses "spécialistes" déjà présents lors de coup d'Etat précédents en République Dominicaine et au Guatemala.

Si demain dans un autre pays d'Amérique, les compagnies multinationales américaines jugent leurs intérêts menacés, elles emploieront tous les moyens en leur pouvoir pour les sauvegarder. Il suffit de se rappeler octobre 1970 pour se convaincre que le Québec ne fait pas exception à la règle.

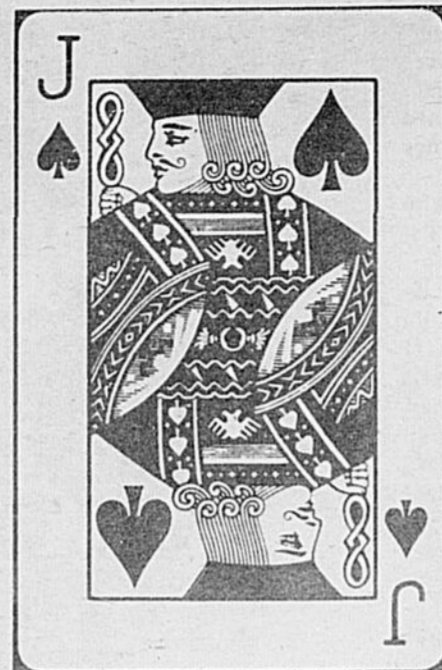
Aujourd'hui les Etats Unis ont plongé une nouvelle fois un pays d'Amérique dans la misère. Que la leçon serve d'avertissement à ceux qui pensent qu'une victoire électorale résoud tous les problèmes. L'appareil militaire bourgeois est insensible au suffrage populaire, il est le dernier rempart du capitalisme et la route vers le socialisme passe par sa destruction.

#### LA SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CHILIEN;

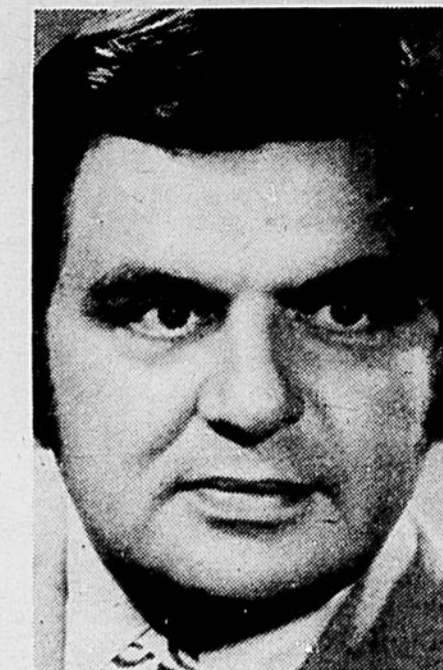
Former des comités de base de soutien au peuple chilien dans les universités et les CEGEP peut constituer un appui très important dans le mouvement de solidarité avec la résistance chilienne.

Faire des collectes, organiser des débats, diffuser de la documentation sur le Chili est pour l'heure une nécessité absolue. Le moins qui peut être fait doit l'être. Les militaires de Santiago s'inquiètent de la plus petite manifestation d'hostilité à leur régime de terreur et les résistants chiliens guettent les réactions du monde progressiste.

Pour ces derniers, chaque acte de solidarité est un encouragement à continuer la lutte pour reconquérir leur liberté.



# les jeux sont faits



## LES ELECTIONS ANTICIPÉES DU 29 OCTOBRE

Elu en 1970 grâce à une carte électorale truquée, grâce à une provocation politique organisée ("coup de la Brink's") cherchant à faire croire à une fuite de capitaux hors du Québec, grâce aux contributions financières des sociétés multinationales, grâce à des promesses mirobolantes et non tenues ("100,000 emplois"), le Parti Libéral de Robert Bourassa éprouve aujourd'hui le besoin de retourner consulter les électeurs alors que pour cela il pouvait attendre jusqu'en 1975.

Le Parti Libéral, expression directe de la bourgeoisie vendue aux intérêts étrangers, se trouve donc confronté à de grosses difficultés et espère, en avançant la date des élections au 29 octobre, pouvoir conserver une majorité suffisante pour avoir les mains libres, dans les années qui viennent, pour appliquer une politique anti-ouvrière. Sur des thèmes fédéralistes, le Parti Libéral peut compter sur l'appui quasi total de la minorité anglophone du Québec. Il peut également compter sur les capitalistes québécois liés aux intérêts des firmes canadiennes et américaines.

Le Parti Libéral se faisant de plus en plus anti-syndical en assumant directement les intérêts des grandes entreprises multinationales a tendance à perdre son électorat ouvrier dans les villes et son

influence sur la petite bourgeoisie traditionnelle dans les campagnes.

Cette dernière est en voie de disparition du fait même du développement du grand capitalisme. L'Union Nationale qui était l'expression politique de cette couche sociale est elle également en voie de disparition. Son électorat traumatisé par l'évolution de l'économie capitaliste se répartit de plus en plus sous la bannière du PQ et du Crédit Social, parti populiste de droite. Le Crédit Social par sa phraséologie démagogique et populiste peut rallier à lui certains secteurs politiquement arriérés de la classe ouvrière. Ce parti du Crédit Social veut faire tourner la roue de l'histoire à l'envers et faire revivre le capitalisme de concurrence.

La véritable alternative actuellement au Parti Libéral est représentée par le projet politique de la bourgeoisie bureaucratique du Québec regroupée dans le Parti Québécois. La bourgeoisie bureaucratique que l'on retrouve dans l'appareil de l'Etat provincial, dans les entreprises dépendant de cet Etat, dans la direction des coopératives les plus importantes a des intérêts distincts de la bourgeoisie fédéraliste québécoise. Son intérêt est de court-circuiter Ottawa pour traiter directement avec l'impérialisme américain.

Ce projet politique pour se concrétiser dans la réalité s'appuie sur les aspirations nationales de la classe ouvrière et de la nouvelle bourgeois

ie québécoise (étudiants, techniciens, ingénieurs, intellectuels...) Ainsi le Parti Québécois doit se rallier les suffrages populaires en canalisant sur lui les aspirations nationales de ces couches sociales.

### LE PROJET POLITIQUE DU PARTI QUEBÉCOIS:

Le projet politique du PQ n'est pas anti-impérialiste, il ne tient pas à remettre en question les intérêts des firmes multinationales au Québec. "...Si les investisseurs américains continuent d'investir au Moyen Orient ce n'est pas une indépendance québécoise acquise par voie d'élection qui va les inquiéter. ("C'est pas sorcier, p. 17") Il ne le pourrait même pas si jamais il le voulait.

Car se heurter aux intérêts de l'impérialisme impliquerait rapidement une mobilisation populaire qui déborderait rapidement les objectifs de la bourgeoisie bureaucratique.

La volonté de la direction du PQ, c'est la conquête de l'appareil d'Etat provincial et la négociation de quelques concessions avec l'impérialisme américain. Le projet politique du PQ ce n'est pas l'indépendance nationale (car une telle éventualité impliquerait une lutte anti-impérialiste) mais bien un renforcement et renouvellement de la domination impérialiste. La bourgeoisie bureaucratique québécoise se présente comme la meilleure garante de l'ordre social capitaliste au Québec. Elle peut jouer un certain chantage à-vis de l'impérialisme amé-

ricain en utilisant comme moyen de pression le mouvement ouvrier québécois non pas en le mobilisant mais en montrant aux capitalistes américains et canadiens que les dangers de voir l'ordre capitaliste voler en éclats sont grands et que seul le PQ a un projet politique pour y faire face.

Le PQ veut faire peur aux impérialistes et en recueillir les fruits pour lui-même.

Pour pouvoir vendre la classe ouvrière aux compagnies multinationales, le PQ doit prouver qu'il la contrôle. Pour ce faire il entretient les meilleures relations avec la bureaucratie syndicale droitrière ("Syndicalisme d'affaires") qui dirige certains secteurs de la FTQ (Métallos de Jean-Gérin Lajoie. SCFP.), de la CSN et de la CEQ.

Si le PQ est effectivement favorable à une extension du mouvement syndical sur des revendications strictement économicistes, il est très discret sur la question du droit de grève. Son attitude à l'égard du Bill 89 est plus qu'ambiguë, en effet le PQ n'est pas hostile par principe à une forte limitation du droit de grève, mais au lieu de prendre la classe ouvrière de front comme le Parti Libéral, il entend la domestiquer de l'intérieur avec l'aide d'une partie de l'appareil syndical.

Le jeu bureaucratique de la direction du P.Q. est très complexe, il lui faut récupérer le mouvement ouvrier, donc rejoindre à son compte certaines de ses revendications tout en



combattant celles qui remettent en cause l'ordre capitaliste en tant que tel.

La "gauche" du PQ remplit cette fonction de contrôle de la classe ouvrière pour le compte de l'exécutif dirigé par Lévesque, Parizeau et Morin. La "gauche" a le droit de soutenir des grèves locales relativement peu importantes, par contre l'exécutif se prononce contre la manifestation de "La Presse" en octobre 1971, pour le Bill 19 en avril 1972, pour le retour au travail des grévistes de l'Hydro en novembre de la même année.

En fin de compte le rôle de la "gauche" du PQ est de donner une coloration "Progressiste" à la politique de l'exécutif, et de soutenir cette image. L'exécutif du PQ doit se subordonner la majorité de l'appareil syndical pour obtenir la "paix sociale" chère aux firmes multinationales. Le PQ par exemple ne s'oppose pas par principe au Bill 89 et ne garantit pas le droit de grève droit fondamental pourtant.

L'orientation soi-disant syndicale n'est en fait que la volonté poussée au dernier degré d'intégrer les syndicats à l'appareil d'Etat du Québec. En effet quand les intérêts de la bourgeoisie bureaucratique seraient conjonctuellement opposés à ceux d'une firme multinationale, le poids de l'Etat du Québec et d'un mouvement syndical fort et intégré serait décisif pour conserver une certaine marge de manoeuvre face à l'impérialisme.

En fin de compte le PQ veut

vendre le Québec, mais au meilleur prix possible. En ce qui concerne le programme budgétaire du PQ, il se présente comme une rationalisation des dépenses fédérales et provinciales dans le cadre d'un Etat politiquement autonome au Québec. Dans ce programme la seule mesure de "justice sociale" concerne \$130 millions pour l'année 1975-76, pour les revenus tirés de l'augmentation de la taxation de certains biens de luxe, la taxation en entier de gains de capitaux, un impôt sur les legs et les dons et la disparition de certains privilèges fiscaux de certaines entreprises. C'est parfaitement ridicule!

D'autant plus que l'auteur du projet déclare que si le PQ a l'intention de supprimer certaines exemptions fiscales, c'est pour mieux répartir l'argent en subventions aux entreprises.

Du moment que le PQ garantit les intérêts des sociétés multinationales et la libre circulation sur la voie maritime du Saint-Laurent, les grands capitalistes américains ne verraient pas d'inconvénient majeur à le voir arriver au pouvoir à Québec.

En effet, dans le programme du PQ, il n'est pas question de contrôler les firmes multinationales et bien évidemment, dans l'optique péquiste, la nationalisation de ces firmes apparaît rien moins que dérangeante.

Donc, il n'y a strictement rien qui permette à la classe ouvrière québécoise de parvenir un jour à contrôler son é-

conomie dans le programme du PQ.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le PQ n'effraie plus les notables.

Sur la question militaire, la position du PQ est aussi claire: A quoi bon une défense nationale, le parapluie américain est là! Non, il nous faut une armée qui "doit répondre à des besoins d'ordre intérieur et d'urgence nationale. Ses effectifs doivent être surtout opérationnels, et non pas axés sur l'encadrement. Son matériel doit être léger." Telle est la conception militaire défendue par Jacques Parizeau. A quoi servirait donc une telle armée? Le PQ au gouvernement aurait-il des ennemis à l'intérieur du Québec? Si oui, lesquels? Dans l'attente d'une réponse de la part du PQ, on peut toujours constater que l'armée conçue par le PQ ressemble fort à un corps de mercenaires destiné à maintenir l'ordre social bourgeois au Québec.

### LA GAUCHE ET LE PQ:

Aujourd'hui, les illusions sur la nature du projet péquiste sont moins fortes qu'en 1970. L'attitude du PQ face aux mobilisations ouvrières en 1971 et en 1972, les déclarations de Lévesque, Parizeau et Morin ont balayé l'illusion d'un PQ "parti des travailleurs".

Cependant, bon nombre de militants syndicaux et d'étudiants se demandent encore si le PQ ne serait pas une étape obligatoire vers le socialisme. Cela implique de leur part un appui "critique" ou "tactique" au PQ.

Or s'il fut compréhensible, en certaines circonstances qu'un parti ouvrier révolutionnaire ait pu faire sur ses propres positions une alliance tactique et provisoire avec une bourgeoisie nationaliste, on ne peut pas dire au Québec, en Amérique du Nord, en 1973, qu'il existe d'une part un tel degré d'organisation de la classe ouvrière et d'autre part une bourgeoisie nationale un tant soit peu anti-impérialiste.

En milieu étudiant, on a déjà pu mesurer les effets démobilisateurs de la campagne électorale du PQ en ce qui concerne les actions de soutien aux luttes ouvrières de Joliette et de solidarité avec la résistance chilienne.

Le soutien "tactique" ou "critique" au PQ, ne se justifie donc en aucun cas. A l'heure actuelle, le PQ, ne peut être une étape vers le socialisme. Toute illusion en ce sens propagée aujourd'hui serait cruellement démentie par la réalité demain.

Au ceux qui seraient encore tentés par un soutien "de gauche" au PQ, il faut rappeler le rôle du péronisme en Argentine. Présentée par de nombreux courants progressistes comme une étape vers le socialisme, l'arrivée de Péron au pouvoir à Buenos Aires se traduit aujourd'hui par une répression accrue sur la classe ouvrière. La première mesure du vieux général a été de déclarer la chasse aux "marxistes" ouverte.

Un dirigeant péquiste n'a-t-il pas déclaré:

"Il n'y aura pas de place pour des gauchistes dans un Québec indépendant."



# n'empruntez jamais inutilement, mais s'il le faut...!

Depuis 1968, on n'entend plus tellement parler de revendications économiques chez les étudiants. Il s'agissait là pourtant des marottes favorites des anciennes associations étudiantes, dont l'UGEQ (Union générale des étudiants du Québec) et l'AGEUM (Association des étudiants de l'université de Montréal).

L'an passé les étudiants de l'Université du Québec à Montréal et ceux de l'Université de Montréal ont quand même réagi fermement aux dispositions de la CREPUQ (Conseil des recteurs et principaux des universités du Québec) qui avaient comme conséquence immédiate de désinscrire des centaines d'étudiants dans les deux universités. Ces mesures visaient à rendre plus dure la perception des frais de scolarité: si tu payais pas tes dettes, tu étais dehors!

La revendication des conditions matérielles d'existence chez les étudiants est problématique. Qui va payer pour? Encore les travailleurs? Ceux qui contribuent directement à la production de la richesse sociale?

C'est là l'argument massue sur lequel comptent les bureaucrates gouvernementaux pour décourager le milieu étudiant et ses organisations d'en demander plus. Par solidarité à la classe ouvrière, aussi par apathie sans doute, les étudiants acceptent de ne pas remettre en question leurs conditions d'existence matérielle.

C'est une solution facile qui laisse les mains libres à l'Etat et aux patrons d'exploiter les étudiants comme cheap labour, dans le travail d'été et le travail à temps partiel et qui leur permet aussi d'éliminer un bon nombre de candidats aux études pour des raisons économiques.

## Le chômage des jeunes

Pourtant les jeunes en général sont particulièrement défavorisés par la logique du système économique. Le chômage au Québec qui avait relativement baissé depuis janvier 1973 s'est remis à monter en juillet, août et septembre. Le mois de septembre a connu l'augmentation la plus importante depuis avril 1971 pour atteindre un taux de 6%; mais ce sont surtout les jeunes, la classe d'âge de 14 à 24 ans, qui sont touchés: pour eux le chômage atteint 9% en juillet, 9.7% en août et 10.7% en septembre! (1)

Un sondage du ministère des Finances indique d'autre part que le nombre des inscriptions dans les collèges et universités baissent cette année et que plus de jeunes se retrouvent sur le marché du travail; une situation économique difficile pour la majorité des étudiants les oblige donc, cette année plus que jamais, à retourner travailler. On avait bien essayé cet été de contre-carrer le chômage étudiant au Québec par un budget spécial de \$4 millions, mais ce budget

n'a pu satisfaire qu'à la demande de 16,000 étudiants alors que 50,000 étaient disponibles pour travailler. La situation sera donc grave jusqu'en 1980, date où l'augmentation de la population étudiante devrait baisser au Québec.

De plus cet argent est une forme camouflée de soutien à l'entreprise privée puisque \$2.5 millions ont servi en subvention aux entreprises, pour payer la moitié du salaire des étudiants qu'elles voulaient bien engager, pendant 6 semaines, maximum \$45. par semaine. Une même entreprise pouvait ainsi à elle seule bénéficier cet été de subventions de \$27,000. On pourrait donc se poser bien des questions sur la façon qu'a le gouvernement de dépenser l'argent qui lui provient des taxes (70% de son budget).

## Où va l'argent des taxes?

Rien n'empêche l'Etat et les patrons d'investir démesurément dans les dépenses militaires (augmentation récente du budget de l'armée de 100%), dans les dépenses policières (restructuration de la police) dans les jeux olympiques (\$250 millions), etc. Rien n'empêche non plus l'Etat de graisser les patrons de mille et une manières tout en accordant des contrats de construction fabuleux (Baie James, construction de l'UQAM \$77 millions etc.) et en accordant des subventions directes ou indirectes aux entreprises (par le biais du ministère de l'Industrie et du Commerce).

## Les étudiants?

La lutte sur les frais de scolarité n'a pas été jusqu'à remettre en question la logique de la répartition du budget de l'Etat, logique qui apparaît de plus en plus clairement, à de plus en plus de monde, soutenir le développement de l'entreprise capitaliste. A ce titre le système d'aide financière du gouvernement aux étudiants, que ce soit par les prêts-bourses ou par les budgets affectés au travail étudiant l'été, nous fournit un bel exemple.

Le budget du service d'aide aux étudiants (prêts-bourses) est de \$25 millions annuellement. Or pour la construction d'écoles, au niveau collégial seulement d'ici deux ans, il y a des prévisions budgétaires de \$169 millions (Bulletin officiel du ministère de l'Education, Québec, 31 mars 1972).

En fait le système des prêts-bourses n'est pas un cadeau que fait le gouvernement aux étudiants. C'est en partie un palliatif au chômage grandissant des jeunes mais il distribue l'argent selon un mode bien spécifique: donner l'illusion d'une certaine abondance, s'attacher la soumission des étudiants tout en leur réservant des conditions matérielles précaires. Comment?

## Dépendance de l'étudiant face à sa famille

Pour obtenir un prêt-bourse il faut obtenir la collaboration des parents. Ils doivent faire état de leurs revenus et dépenses parce qu'on conçoit encore que le fardeau social de l'éducation doit être financé par des individus. Les étudiants qui par malheur ne sont pas en bons termes avec leur famille seront en mauvaise posture pour aller chercher la collaboration requise. En plus, le calcul officiel des prêts-bourses suppose que les étudiants qui n'étudient pas en dehors de leur patelin natal restent chez leur maman, sans tenir compte de l'âge du candidat, ni de sa situation sociale. On considère seulement comme indépendant, et depuis cette année, les cas d'étudiants qui ont travaillé l'équivalent de 36 mois pour gagner leur vie et qui retournent aux études.

## Dépendance à l'égard de l'école

Ce n'est pas par hasard si le ministère maintient le principe du prêt avant de toucher une bourse. D'abord c'est que pas tout le monde veut s'embarquer de grosses dettes sur le dos alors que n'importe qui accepterait une bourse. Mais c'est aussi qu'en étudiant, on se monte une dette de plusieurs milliers de dollars ce qui renforce pas mal l'importance d'obtenir un diplôme,

donc de suivre sagement les cours, de se conformer le mieux possible aux exigences scolaires; on peut plus difficilement prendre une certaine distance critique face à l'école.

Dans les universités par exemple, ça peut devenir difficile de parler politique avec un gars qui doit \$3,000. Peut-être préfère-t-il parler de la super-loto, de la job à \$15,000 ou encore de vol de banque que de n'importe quelle forme de travail politique... mais il y a des exceptions.

## Dépendance à l'égard des petites jobs

Pour rejoindre les deux bouts, parce que les prêts-bourses - Perspectives - jeunesse sont insuffisants, les étudiants se retrouvent sur les rangs du cheap labour, prêts à prendre n'importe quelle petite job qui paie le salaire minimum, de façon permanente ou occasionnelle. A part le travail d'été dont on a parlé plus haut, qui a lieu le plus souvent dans des entreprises où les conditions de travail sont très dures, on les retrouve pendant l'année dans des petites jobines pas payantes à temps partiel. Nous en avons un exemple dans le texte suivant sur le travail étudiant dans les chaînes d'alimentation. Les étudiants sont un genre de réserve de main-d'oeuvre à bon marché.

## Le crédit à la consommation

Enfin le système des prêts-bourses crée une habitude d'emprunter. Or au Québec, nous avons la population qui vit le plus sur le crédit au monde. Apprendre "à se mettre sur la finance" dès 15 ou 16 ans c'est apprendre pour plus tard à se créer de faux besoins, à se satisfaire de fausses alternatives.

D'autant plus que l'endettement étudiant n'est pas seulement financier mais il engendre un endettement moral: la nécessité d'emprunter pour un certain temps le langage et les valeurs qui sont véhiculées à l'école; ce n'est qu'un pas de plus vers le conformisme social plus tard.

Bref toutes les mesures dites "sociales" du gouvernement ne sont qu'une façon de pallier aux incohérences du développement capitaliste. Ils indiquent une certaine "libéralisation" de surface des politiques du gouvernement mais une part grandissante du budget vise à renflouer et à soutenir l'entreprise privée.

(1) Sources: Statistiques-Canada, chiffres publiés dans La Presse 16 octobre 1973.

# qui s'instruit enrichit



Un grand nombre d'étudiants travaillent à temps partiel la fin de semaine ou pendant la semaine. Dans la plupart des cas, ces revenus, quoique maigres, sont indispensables à la poursuite des études, dont le coût s'accroît sans cesse (repas, transport, livres), parce que les revenus familiaux sont insuffisants. Donc les étudiants qui travaillent proviennent soit des quartiers défavorisés, soit des quartiers ouvriers (c'est de plus en plus la même chose).

On les retrouve surtout dans le secteur du commerce i.e. dans les supermarchés d'alimentation (plus de 55% de la main-d'oeuvre chez Steinberg), dans les magasins de vente au détail (Eaton, Woolco, Simpson, Miracle Mart), dans les grands restaurants, et dans quelques autres endroits.

Les grandes entreprises engagent volontiers des étudiants. Non pas par esprit philanthopique, mais parce que la main-d'oeuvre étudiante possède plusieurs qualités (du point de vue patronal) que des travailleurs réguliers n'ont pas! C'est une main-d'oeuvre abondante, où la concurrence est très forte pour l'obtention d'un emploi. D'ailleurs, pour l'obtenir, l'étudiant devra souvent se donner une image conformiste (cheveux courts, veston, cravate) qui perpétue les préjugés à l'égard des étudiants. C'est une main-d'oeuvre peu exigeante, parce qu'en général, ils ne peuvent se permettre de refuser un emploi, placés qu'ils sont devant la nécessité de travailler et prendre

la première opportunité qu'on leur offre. De plus, l'engagement d'employés à temps partiel permet à ces compagnies de réaliser des millions en économie, puisque les temps partiel n'ont droit qu'à de rares bénéfices marginaux, alors que pour les réguliers, la compagnie doit payer toute une gamme de bénéfices marginaux (congés de maladie, vacances, fonds de pension, assurances, etc.) Cette politique a pour effet de développer une forte concurrence entre les temps partiels et les employés réguliers, car ceux-ci se sentent de plus en plus menacés au niveau de leur sécurité d'emploi. En deux ans, le pourcentage des temps partiels chez Steinberg est passé de 25% à 55%, et la tendance actuelle se maintient. Dans ces conditions, il devient de plus en plus difficile pour les travailleurs de développer une solidarité à l'intérieur d'un même magasin, puisque les employés ne se connaissent même plus entre eux. Les étudiants sont de plus des travailleurs démunis. Très souvent, ils en sont à leur première expérience sur le marché du travail, et par le fait même, il seront facilement victimes de l'intimidation et des pressions exercées sur eux par les petits patrons surtout. Comme la plupart des étudiants considèrent leur emploi à temps partiel comme temporaire ils ne sont pas intéressés à essayer de changer leurs conditions de travail, d'autant plus que la plupart des établissements commerciaux voient d'un très mauvais oeil l'apparition d'un mouvement de revendication en leur sein. Quand ces cas se produisent, les instigateurs de ces mou-

vements se voient tout simplement couper leurs heures normales de travail.

C'est ce qui explique les conditions de travail difficiles dans ce secteur. D'abord, les salaires sont très bas: un peu plus que le salaire minimum. Au fur et à mesure que le salaire monte avec l'ancienneté, les temps partiels se voient couper leurs heures. De plus, les conditions de travail sont telles qu'elles entraînent un très fort roulement de personnel. Puisqu'on exige aucune compétence préalable, donc une main-d'oeuvre non qualifiée, les salaires demeurent toujours très bas.

Pour mieux illustrer les conditions de travail que rencontrent les étudiants, prenons l'exemple d'un supermarché d'alimentation. Ceux qui y ont déjà travaillé s'accordent pour dire que la cadence du travail est infernale. "De 5 hres à 9:45 hres le vendredi soir, me dira l'un d'eux, on n'a pas de "break", à cause de l'affluence. On n'arrête pas une minute. Je suis emballeur. Quand il n'y a plus de client à ma caisse, il faut que je m'occupe, sans cela, je me fais avertir par le chef des emballeurs, par le gérant du service ou encore par la fille qui ramasse les dépôts. Quand elle vient prendre un dépôt à ma caisse, elle me reproche de ne pas aller assez vite pour emballer."

La concurrence hiérarchique est un autre aspect qui rend les conditions de travail désagréables au possible. "Il y a d'abord ceux qui ont plus d'ancienneté dans le service, puis le chef des emballeurs, puis les filles qui ramassent les dépôts, puis le gérant du service, puis le gérant du magasin. Tu es tout le temps surveillé, et les petits boss se surveillent entre eux. On dirait qu'ils font un concours pour savoir qui serait le plus zélé. A cause de la concurrence, y faut tout le temps que tu fasses attention à ce que tu dis, à ce que tu fais."

"Quand je sors du magasin, le soir, j'ai mal aux jambes, j'ai les pieds enflés et j'ai mal au bout des doigts. Je me sens abruti. Le gérant du service nous fait souvent des remarques sur la longueur de nos cheveux. On doit être le magasin où les employés ont les cheveux les plus courts à Montréal. Quand j'ai fini de travailler, je n'ai qu'une envie, me coucher. Heureusement, ça arrive seulement que deux soirs par semaine."

Un étudiant qui travaillait à la livraison dans un petit super-marché nous fait part de son expérience.

"Je me rappelle entre autre d'une fois, l'hiver dernier. D'abord, on a empli le camion à ras bord de commande. Puis on est embarqué. On était pas suffisamment habillé pour sortir dehors, mais le chauffeur ne pouvait attendre. Il nous fallait continuellement se dépêcher. Monter porter des commandes au 3e, redescendre à la course, et rattraper le camion qui était déjà en route vers la prochaine destination. J'ai cessé de travailler par écoeurement."

Même au niveau syndical, les étudiants se font exploiter. Dans la plupart des cas (pour ceux qui sont syndiqués) ils paient la même cotisation que les réguliers. Certains syndicats se contentent uniquement de collecter les cotisations. Comme le roulement du personnel est très considérable dans ce secteur, on ne voit pas l'utilité de faire une quelconque éducation syndicale. Un employé à temps partiel d'un magasin Steinberg depuis 1 an et demi me disait, il y a peu de temps, que depuis son arrivée au magasin, il n'avait pas encore vu ou entendu parler de son syndicat (Local 500, Union internationale des employés de commerce (FTQ-CTC-AFL-CIO).) Concernant le point de vue syndical, nous en reparlerons avec l'approche du Congrès de la FTQ, du 3 au 7 décembre.

En conclusion, on peut voir que les étudiants sur le marché du travail sont des victimes faciles de l'exploitation et que les moyens d'en sortir restent encore à élaborer.

# LES ANNULATIONS DE SESSIONS C'EST DE LA FRIME

Pour bien comprendre ce qui s'est produit à Saint-Laurent il faut situer le contexte dans lequel ce CEGEP a évolué. Depuis la création du CEGEP St-Laurent, né de la fusion de deux collèges privés bien cotés, des conflits annuels venaient perturber la tranquillité que les administrateurs et le Ministère désiraient perpétuer.

Dès 68, les étudiants contestent la norme ridicule du 15% d'absence; bientôt le 15% devient un point mineur et leurs revendications pédagogiques deviennent plus sérieuses: l'administration fait la sourde oreille. Les professeurs reçoivent du Conseil d'Administration un vote de blâme pour avoir appuyé les étudiants dans leur lutte. Aux temps du Collège Saint-Laurent, les professeurs possédaient un pouvoir décisionnel au niveau pédagogique avec le Conseil des Etudes, formé des chefs de département; suite à un conflit avec la directrice des Services pédagogiques, parachutée à ce poste, le Conseil des Etudes présente une liste de doléances au C.A. qui n'en retient aucune et n'étudie le rapport que superficiellement et en plus le Directeur Général, Denis Olivier, parachuté aussi, dissout unilatéralement le Conseil des études: professeurs et étudiants se rendent vite compte que la direction pédagogique glisse vite vers Québec. Rien n'a abouti des deux conflits: l'Administration a volontairement laissé pourrir la pomme.

La rentrée 69-70 s'effectue avec une semaine de retard attribuable à des difficultés d'horaires et de l'administration pédagogique en général; puis vient le Bill 63 où les étudiants débraient trois journées et demi: ce n'est qu'à ce moment que l'administration parle de récupérer la semaine de retard ainsi que du péril de la session. L'administration consultera les étudiants pour le réaménagement, et ces derniers se retrouveront avec le calendrier imposé de l'administration. Durant la même année, les technocrates du ministère venaient demander l'avis du milieu sur la possibilité de "bilinguisme" le CEGEP, et ceci après la lutte du bill 63. Tout était prêt sur papier; le D.G., Olivier, était le plus farouche défenseur du projet. Seule la forte réaction des professeurs et des étudiants fit retirer ce projet, parce que autrement I would be writing in English. Enfin le C.A. réengage Olivier, en cinq minutes, étant satisfait de ses services et consulta après la Commission pédagogique sur le réengagement. C'est le genre de consultation et de collaboration qui existent à Saint-Laurent.

C'est pendant l'année scolaire 70-71 que les vrais visages vont se découvrir: en sep-

tembre le D.S.P., Germain Carreau, revient à la charge avec le 15%, problème non résolu depuis 68; les étudiants occupent, se forment en atelier de travail et étudient à fond le système d'éducation en général. Pour étouffer cette contestation, l'administration propose un comité de négociation et pendant que les étudiants négocient, l'administration impose un référendum, envoyé aux parents. Le Conseil étudiant peu après se cassa, l'administration avait finalement réussi: restait le syndicat des professeurs.

En réponse à une journée d'étude des professeurs sur la déclassification, le secrétaire-général Claude Benjamin, le même, envoie une lettre au syndicat les informant: 1) que l'administration retenait la journée de salaire, 2) réaménageait le calendrier, 3) consultait ses aviseurs égaux sur l'opportunité d'intenter des poursuites légales contre les officiers et/ou le syndicat et sur la pertinence de prendre des mesures "disciplinaires" contre l'exécutif du syndicat, 4) qu'elle avait trouvé la journée d'étude dégueulasse. Cette lettre déclenche un sérieux conflit de travail à St-Laurent. Au même moment professeurs et étudiants révèlent la politique antisindicaliste de l'administration envers les employés de soutien, avec le petit scandale "Empire Maintenance".

A la suite d'une longue bataille, commencée en 67, les employés de soutien obtenaient en novembre 70 l'accréditation de leur syndicat. Peu de temps après l'accréditation du syndicat des employés de soutien, l'administration décidait d'abandonner son service auxiliaire d'entretien et l'accordait à une compagnie privée contre l'avis du directeur de l'équipement, détail que les membres du C.A. apprirent deux semaines plus tard, après avoir décerné le contrat. Ces faits résument bien la politique anti-syndicale de l'administration.

Les professeurs en vinrent à une entente de principe que Québec refusa de signer: 75 étudiants, mécontents, occupent et ne seront pas réadmis à la prochaine session, "pour résultats scolaires trop faibles". Finalement les professeurs signèrent une entente.

Saint-Laurent a aussi connu le Front Commun, sauf que les employés qui franchissaient les lignes de piquetage recevaient de l'administration un bonus salarial. Grâce à la solidarité de beaucoup de CEGEP's les étudiants firent tomber la norme ridicule des 82 jours. Ce fut le même cas pour le N.R.P.: la grande solidarité et la force que représentaient tous les CEGEP's opposés au N.R.P., a fait reculer l'échéance de ce décret.

Depuis le 26 mars pendant la bataille de la déclassification, professeurs et étudiants de Saint-Laurent (et d'ailleurs aussi) vivaient une nouvelle forme d'apprentissage non encadrée par le système administratif: le gel de cours magistraux. Ça prouvait une fois de plus que l'encadrement administratif de la pédagogie est un moyen politique qui sert uniquement les intérêts du gouvernement, c'est-à-dire "l'école-ta-gueule, marche par là". Le gel de cours devenait une menace dangereuse (mettrait tous les DG, leurs adjoints et leurs sous-adjoints et tous ceux qui se prennent pour eux autres en chômage, ça ferait ben 100.000 jobs de moins...)

A Québec, ça les énervait dans leur vouëte en papier de voir que ça marchait sans leur bouffon (à la Claude Blanchard). C'est là qu'ils se sont dit: "faut sauver nos chums s'y on veut garder nos jobs" ou encore "faut sauver leur job s'y on veut garder nos chums". En tout cas c'est pareil. Après la tutelle, le tuteur Benjamin a donné des avertissements. "La session sera pas bonne, si je me choque; sans moi vous ne devriez rien faire(1)". En fait c'était un avertissement dirait SOL, pour faire peur.

Pour y répondre à son ultimatum, tout le monde s'est réuni pour y chanter une chanson: "ce n'est qu'un début continuons..." (2) Et puis on a continué à pas recevoir de cours pour avoir nos notes et nos diplômes. Le tuteur à gages était devenu le tuteur à gags (3). Pour pas prendre de chance on est allé voir un juge pour qu'il ordonne au tuteur de nous donner des bulletins pour les cours (qui n'en n'étaient pas) mais qu'on a suivis. Il a dû se prendre pour notre père parce qu'on pense qu'y a pas compris et qu'y a dit qu'il voulait pas s'en mêler ou s'emmêler. C'est pas clair. Ce qu'on a compris nous c'est que lui c'est un jugeur à gages.

Le 11 juin, quand y avait pu personne dans les autres collèges (y ont peur du monde) Benjamin a décidé d'annuler la session parce qu'on n'avait pas fait 82 jours d'école. Après ça lui, Bourassa, les papas et les mamans libéraux ont passé l'été à chercher un moyen de changer d'idée, d'annuler l'annulation, sans que ça paraisse. Au mois d'août ils y sont arrivés. Ils ont rallongé nos vacances de six semaines en appelant ça "une session de récupération": les profs nous ont remis les travaux qu'on avait faits en mai pour qu'on change la date dessus, puis on est reparti dormir dans nos Gaspésies. Criss qu'y sont caves!!!

(1) c'est son côté biblique.  
(2) sur un air connu.  
(3) merci Achille Talon.



CLAUDE BENJAMIN  
TUTEUR A GAGES

St-Hyacinthe, il y a un an:

# la solidarité entre les profs et les étudiants



## “ÇA FAIS-TU RIEN QUE PASSER”

On se souviendra que la cause du conflit important qui se déroula au cegep de St-Hyacinthe l'an passé trouvait son fondement dans le refus de l'administration de permettre la réalisation d'un projet de gestion en collégialité des services aux étudiants. Essentiellement rappelons que l'effet du projet se serait fait sentir à travers toutes les activités étudiantes (1) et par extension aurait pu, à moyen terme, modifier des éléments importants de la quotidienneté scolaire.

Après un mois de fonctionnement, les membres de l'atelier avaient su "désencadrer" les diverses activités étudiantes en rendant la gestion de

tous les fonds des services aux étudiants sous l'autorité d'une assemblée générale constituée par les étudiants qui voulaient faire quelque chose. Pour recevoir des fonds, les étudiants devaient présenter leur projet à cette assemblée et la convaincre de la pertinence de leurs objectifs. Cette activité "pédagogique" exigeait de part et d'autre une compréhension des besoins étudiants, au sens où elle imposait une articulation des exigences correspondantes à ces besoins. A long terme, elle aurait pu être une alternative pour le développement de pratiques de collectivisation des ressources et d'autorégulation.

Dans les faits, au moment de la lutte, ce sont les étudiants de PLIC (2) qui assurèrent dès le congédiement de Madeleine Jacques les tâches de mobilisation (tracts, publication d'un dossier sur l'atelier, journal, convocation des assemblées générales). Dans ce sens, il apparaît clair que l'atelier avait su, après seulement trente jours de fonctionnement, solidariser solidement les étudiants pour les rendre capables d'une lutte qui allait durer jusqu'au 21 décembre; l'atelier a aussi révélé qu'une transformation des mentalités et des attitudes à l'isolement et à la compétition individuelle demeure possible, dans la mesure où l'axe de cette transfor-

mation demeure le DESIR collectivisé de transgresser.

Outil de lutte stratégique d'abord, le cegep parallèle s'est révélé d'une grande efficacité pour atteindre des objectifs à court terme de revendication. En effet, il a permis de soutenir la lutte jusqu'à un règlement satisfaisant pour les profs et les étudiants; arbitrages des profs congédiés pour leur participation dans le conflit et de Madeleine Jacques; création d'un comité pour l'application d'un projet d'atelier. Tous ont eu gain de cause en arbitrage et c'est un gain appréciable du cegep parallèle.

Ces gains eux-mêmes ont eu pour conséquences les congédiements du Directeur de campus J.W. Comtois et du directeur des services aux étudiants Marcel Rathé qui avaient été à la source du congédiement de Madeleine Jacques et du refus du projet d'atelier (3). Leur départ permettra de relancer le projet lui-même et avon-nous appris de permettre l'organisation d'un syndicat du personnel professionnel. En quoi une lutte bien menée peut être un facteur qui modifie un rapport de forces dans des cegeps. Le cegep parallèle, comme les gels de cours, révélera de plus l'inutilité de l'encadrement administratif dans le processus pédagogique et par là les fonctions répressives des normes pédagogiques et de ceux qui ont à les appliquer... Cependant, et c'est une contradiction importante, le cegep parallèle tout en révélant l'insatisfaction du rapport pédagogique autoritaire a lui-même reproduit ce rapport; pour qu'éclate cette contradiction il aurait fallu que les étudiants manifestent une volonté d'autonomie et de révolte et une capacité d'en assumer le DESIR.

### Pour une compréhension politique de la solidarité des profs et des étudiants

Pour ceux qui ont suivi avec attention le développement des luttes étudiantes dans les cegeps depuis leur création, le développement de la solidarité profs-étudiants aura apparu comme le facteur essentiel qui concrétise aujourd'hui l'établissement d'un rapport de force entre les administrations et le gouvernement dans les luttes étudiantes et syndicales des profs et employés de soutien.

Historiquement, cette solidarité a pris naissance lors des batailles sur la question du 15% d'absence; que la lutte contre le bill 63 a su renforcer par la cohésion qu'elle a spontanément engendrée. A partir de ce moment, les profs tiendront compte de ce nouvel élément, conscients de plus en plus que sans le support des étudiants leurs luttes syndicales et pédagogiques étaient vouées à un échec. Mais cette compréhension opportuniste de cette nécessité politique, pour les profs, allait révéler des contradictions importantes; en effet, leurs alliés indispensables se révélaient être dans le support pédagogique lui-même les premières victimes du statut autoritaire qu'accorde l'école d'hier et d'aujourd'hui aux profs.

Comment convaincre ceux-là à qui, chaque jour, on impose l'arbitraire de nos questions et de nos réponses, de nos notes de passages et d'échec et à qui finalement on impose l'école telle qu'elle se fait; comment en effet persuader les étudiants de la pertinence d'une alliance dans une lutte. Les moments de solidarité eux-mêmes ne permettront pas l'élucidation de cette contradiction. La solidarité des étudiants allait trouver son fondement ailleurs, c'est-à-dire dans leur propre insatisfaction à être dans l'école. La plupart des étudiants diront que les administrateurs et le ministère semblent en être la cause plus que les profs eux-mêmes puisqu'eux aussi sont insatisfaits. Cette formulation un peu naïve révèle une faiblesse importante chez les groupes étudiants, c'est que précisément, ils ont jusqu'à maintenant refusé d'assumer collectivement une compréhension politique de leur solidarité avec les professeurs. Une telle volonté exigerait de leur part qu'ils assument au moment des luttes une plus grande part de la direction politique; ce qui implique qu'ils différencient mieux leurs intérêts de ceux des profs par une attention plus soutenue à leur propre condition. Et ainsi qu'ils clarifient le sens de leur solidarité, c'est-à-dire qu'elle soit garante d'un projet de transformation de l'école par la destruction du rapport pédagogique autoritaire. Dans une telle perspective il n'est pas clair que les profs sont prêts à en payer le prix!

(1) sport, socio-culturel, pastorale, psychologie-orientation.

(2) Projet de Libération Individuelle et Collective.

(3) Dans les deux cas, le CA a demandé leur démission à la suite du gain de M.J. en arbitrage, ayant trouvé l'attitude de Comtois alarmiste. Quant à Rathé, "des actions plus ou moins douteuses" dans son fonctionnement administratif en seraient la cause.



sur le matelas!

**"L'INDUSTRIE  
DU  
PROBLEME"**



Avez-vous remarqué qu'en ces temps d'élections nos belles industries du problème fonctionnent à plein! Vicieusement, malhonnêtement et avec d'autres cochonneries du genre, elles se frayent une bonne place dans l'arène municipale, provincial et fédéral. Ce soir, le temps est donc venu pour le provincial.

D'un côté nous avons la pollution: de l'air, de l'eau, et dernièrement la neige. Eh bien! oui, notre belle neige est aussi du combat et dans le coin adverse, les espaces verts; le parc Viau est en tête de liste, ainsi que tout notre cheptel d'arbres, d'arbustes, de fleurs et de verdure, en un mot sublime: le vert. Au centre de l'arène, comme arbitre, ce sera la politique qui agira en tant que conciliateur ou négociateur des contestataires.

Et voilà que cela commence, un groupe de pression par-ci et un autre par-là; les coups sont hauts en pollution et bas en espaces verts. Les attitudes demeurent démocratiques de part et d'autre pour nous bien faire sentir que si le gouvernement sert à quelque chose, c'est bien le moment de le montrer, sa place est normalement en jeu. Pendant ce temps, on délègue de tout côté quelques députés, ceux-ci ayant enfin l'opportunité de se faire valoir, y foncent les yeux fermés et les bras ouverts.

Accueillis avec des démonstrations de joie, d'exubérance et de satisfaction, nos chers représentants "du peuple" ne peuvent qu'enfin faire valoir la politique de nos chers partis. Quelques gros canons des différents partis s'y aventurent car l'affaire risque d'être bonne et peut ainsi rapporter assez gros pour chacun. Le coup de semonce est donné à l'environnement et le feu vert à l'information. Nos journaux ont enfin leur bénédiction pour vendre le nouveau centre d'intérêt, même si on le faisait avant. (Il y a

toujours des politiciens prévoyants). Le temps est à l'anti-pollution et à la protection des espaces verts dans une saine attitude démocratique.

J'ai remarqué chez les spectateurs, nos bons capitalistes qui regardaient au début d'un oeil craintif la contestation mais, avec quelques députés à la tête de la lutte, ils se sont vite calmés. J'ai même entendu dans la salle un gros bonze dire à plusieurs de ceux-ci qu'ils ne perdraient rien au change sinon d'ajouter à leur étiquette de savon une mention spéciale d'anti-pollué ou encore si la chose s'avérait impossible pour les jus, de faire au moins semblant et j'en passe des meilleures.

Au cours du combat, leurs attitudes dépendant de leur domaine respectif, furent sympathiques soit à la pollution ou aux espaces verts. On avait trouvé un nouveau débouché à leurs produits, avec une forme de slogan contestataire pour une nouvelle industrie qui convenait et rapportait à tous, après vérification, parfois plus qu'avant. Il en eut bien quelques-uns qui se sont levés pour huer mais c'était pour la forme.

Nos autres spectateurs, c'est-à-dire la masse, où se situe-t-elle? Dans l'immense majorité des cas, ils se joignent au mouvement soit comme sympathisants ou comme "supporter" de nos deux antagonistes. Ils ont pensé y avoir trouvé des problèmes concrets qui demanderaient une mobilisation de masse pour les régler et démontrer ainsi que c'est le peuple qui en démocratie choisit ses dirigeants. De fait, ils ont été dépassés par le problème réel lorsque celui-ci a été érigé en industrie à leur insu, où l'on retrouve comme dans toutes bonnes industries des "boss" et des exploités.

Après cela, ils vous diront que la lutte c'est pas truqué!

**une nouvelle revue:  
"Bulletin  
populaire"**

L'Agence de presse libre du Québec lance une revue hebdomadaire: Bulletin populaire. Cette publication se veut "un instrument de lutte, un outil de combat pour ceux qui étouffent dans le carcan du système capitaliste, pour ceux qui contestent l'ordre établi des big boss. Bulletin populaire arrive pour tenter d'apporter des explications sur le fonctionnement du capitalisme, sur ses crises, sur la dégradation

individuelle et collective qu'il produit, pour présenter les débuts de l'organisation ouvrière au Québec, pour tirer les leçons des luttes révolutionnaires internationales et des efforts pour la construction du socialisme".

Ces extraits sont tirés d'une brochure de présentation de la nouvelle revue qui doit paraître le 8 novembre prochain, publiée la semaine dernière. On tente de répondre à quelques questions sur la conjoncture politique

au Québec et sur le rôle de l'APLQ, sans toutefois prétendre avoir le fin mot sur tout. La brochure, qui est disponible au local du journal, à la Librairie des presses de l'U.deM., à la coop de l'UQAM, peut-être à l'Association étudiante de votre collège ou en téléphonant à 522-1175 (APLQ), lance du même coup une campagne d'abonnement avec un objectif de 300 d'ici le 25 novembre. Le coût annuel d'un abonnement sera de \$25.

HEBDOMADAIRE PUBLIE PAR L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUEBEC



# Prêts aux jeunes professionnels

Vos diplômes et vos accréditations professionnelles ne sauraient acheter l'équipement de votre cabinet ni en payer le loyer. Par contre, vous croyez en vos possibilités financières futures... et nous y croyons aussi.

C'est pourquoi nous désirons vous aider à trouver le chemin de la réussite, à l'aide d'un prêt que vous nous rembourseriez tout en établissant votre clientèle.

Ce prêt peut dépasser les \$25,000. Vous le remboursez selon un programme de versements qui s'adapte à vos besoins. En outre, votre premier versement pourra être différé.

Ce nouveau service fort utile vous est expliqué en détail dans notre brochure intitulée "Notre aide et notre argent, au service du jeune professionnel." Demandez-en un exemplaire à votre directeur de la Banque Royale. Vous trouverez ce dernier tout aussi qualifié dans sa sphère que vous l'êtes dans la vôtre.

Voilà qui devrait amorcer une entente fructueuse!



**BANQUE ROYALE**

En ce moment, nous admettons les professions suivantes—

COMPTABILITÉ—C.A. • ARCHITECTURE—B.ARCH. • ART DENTAIRE—D.D.S.  
GÉNIE—B.SC.A. • DROIT—L.L.L. • MÉDECINE—MD. • OPTOMÉTRIE—O.D.  
PHARMACIE—B.SC.PHARM. • MÉDECINE VÉTÉRINAIRE—D.M.V.

Chez **IBM**

**Votre avenir nous concerne. Venez, nous en discuterons.**

IBM Canada Ltée est à la recherche de personnes désireuses de travailler dans un milieu à la fois passionnant, exigeant et dynamique.

Nous avons besoin de personnes intéressées par la technologie d'aujourd'hui et ouvertes au monde extérieur. Nous avons besoin de penseurs et d'hommes d'action.

Les entrevues se tiendront bientôt sur le campus, et nous aimerions rencontrer ceux qu'une carrière chez IBM intéresse. Si vous désirez nous rencontrer, pourquoi ne pas présenter votre curriculum vitae au Service de placement de votre université. Chez IBM, votre avenir nous concerne. Venez, nous en discuterons.

Dates des entrevues, Oct. 30, 31  
Nov. 7, 8  
Nov. 13, 14

**IBM**  
IBM Canada Ltée

## VOL 56

VOL. 56 no 7,  
24 octobre 1973

Dessins:

Andrée Leblanc

Photographies:

Groupes des photographes populaires (GPP)

Yassin Abouricha  
Maurice Chayer  
Pierre Coutu  
Pierre Craig  
Bernard Dansereau  
Danielle Dansereau  
Paul-Etienne Laliberté  
Charles Halary  
Louis McComber  
André Noël  
Donald Pelletier  
Michel Pilon  
Louis Plamondon  
Patrice Pothier  
Normand Rhéaume  
François Touchette

### ASSURANCE-AUTOMOBILE

nous représentons  
21 compagnies  
Taux de groupes pour professeurs, employés et certaines catégories d'étudiants.

**L.M. DESILETS Inc.**

Montreal  
467-9311  
861-5395

Québec  
872-7186

LES REUNIONS ONT LIEU AU CENTRE SOCIAL, 5e ETAGE.

DI-MANCHE SOIR, 6 hres  
TOMBEE ET DISCUSSION DES TEXTES  
PREPARATION DU NUMERO SUIVANT.



Lithographié par Journal Offset I  
254 Benjamin-Hudon, Ville St-Lé

Dépôt Légal: Bibliothèque Nationale

*Dr. N. Scaffi, O.D.*

Optométriste - spécialiste de la vue

- Examen de la vue
- Verres de contact
- Lunettes médicales

374 ouest, Sainte-Catherine

861-3761

d'la Molson c'est ce qu'on boit chez nous.

# Salut!

# fin du "lock out" sur notre plaisir

Notre vie sexuelle, il y a encore un "lock out" de notre tête là-dessus, comme sur nos rêves les plus essentiels. C'est clair, on ne dit plus que c'est péché mais que c'est intime, personnel, confidentiel; ça fait que c'est pareil comme effet. C'est encore aussi accroché en dedans, quelque part entre le "curé de notre chair" et notre désir. Quand on veut en parler avec la femme, l'homme que l'on caresse, avec nos camarades / ces oiseaux dans nos cages / on a encore l'impression de se retrouver au confessionnal à débouler des "conneries" qui ont du sens. Parce que,

dans nos désirs sexuels comme dans nos emportements pour changer ce que l'on appelle la vie ici, on se sent tout seul, isolés dans le miroir, "alone dans notre solitude". Pourtant, et on le sait, quand on se décide à en parler, à s'abandonner un peu, c'est bon comme une vague de tendresse homme/femme.

A Rimouski par exemple, y a du monde qui se sont écoeuré de leur isolement sexuel, de remâcher dans leurs questions les débilités des Dr Gendron et semblables. Ils ont commencé à en parler à deux, puis à trois puis à regrouper huit personnes; des étudiants,

des chômeurs, des travailleurs des freaks. Comme y se sont rendu compte que leurs "bébites étaient pareilles," ils ont décidé de les domestiquer ensemble. En passant par leur petites histoires d'abord... sexualité et famille, l'église et la pratique sexuelle des jeunes, parce que ce sont les causes les plus évidentes et les plus accessibles pour comprendre notre misère sexuelle et notre isolement. A ce moment tu découvres tout le sens des menaces de l'enfer, des silences, etc. Quant tu te mets à te demander en gang pourquoi on se satisfait de la masturbation



comme pratique sexuelle? Pourquoi on fait pas l'amour quand on en a le goût depuis l'âge de 13-14 ans? Là, y a pas de bouffons pour nous conter des peurs, y faut que les réponses soient concrètes et c'est pas long qu'elles le sont. Tu te rends compte que c'est parce qu'on n'a pas de place pour s'aimer, parce qu'on connaît pas bien les contraceptifs et qu'ils ne sont pas accessibles, parce qu'on n'a pas d'argent ou qu'on connaît pas de médecin correct... C'est comme ça qu'en septembre 1972 ce monde là de Rimouski y ont décidé de mettre sur pied une clinique d'hygiène sexuelle qui permet-

trait au monde de trouver des réponses sensées à leurs questions, c'est-à-dire de leur permettre d'avoir une vie sexuelle satisfaisante.

Ils ont commencé par bien se documenter (1) avec des livres qui ont du sens. Et puis, ils ont rencontré des médecins qui voulaient travailler avec eux. Après ça y'ont commencer à écrire des textes sur la contraception, les maladies vénériennes, la masturbation, qu'ils ont diffusé dans les écoles, en rencontrant des groupes, dans l'auberge de jeunesse cette été; actuellement le groupe travaille à compléter

leur documentation. D'autre part, avec leurs expériences d'interventions, ils essaient de renouveler leur approche, de passer autrement que par l'école pour rejoindre le monde. Si y a des gens qui veulent les rejoindre pour jaser c'est: Clinisexe, 265 de la Cathédrale, Rimouski, Tel: code 418 - 723-8227. ou 724-5142.

(1) lecture essentielle: W. REICH, la lutte sexuelle des jeunes. Coll Maspéro.

Apprenons à faire l'amour, (collection) col. Maspéro.